«Mon objectif est que la France reste toujours le premier partenaire du Maroc, son partenaire de référence et surtout de cœur»

Le Matin : Vous venez de présenter vos lettres de créance à S.M. le Roi. Dans quel état d'esprit arrivez-vous au Maroc ?

Charles Fries : C'est évidemment un très grand honneur pour moi d'avoir pu remettre mes lettres de créance lundi à Sa Majesté. J'ai saisi cette occasion pour réaffirmer le souhait des nouvelles autorités françaises de continuer à développer le partenariat d'exception existant entre la France et le Royaume du Maroc. Diriger l'ambassade de France au Maroc est à la fois une fierté et une lourde responsabilité, car c'est une des plus importantes de notre réseau diplomatique dans le monde. Cela reflète l'intensité des liens politiques, économiques et surtout humains qui lient nos deux pays. J'arrive au Maroc en ayant pleinement conscience de l'histoire, de la richesse et de la complexité de ce pays, avec le souci d'écouter et d'être ouvert à tous pour mieux comprendre les profondes évolutions que le Maroc traverse depuis quelques années. J'arrive également avec la volonté d'agir de façon concrète pour que la France réponde au mieux aux besoins du Maroc. Mon objectif est que la France reste toujours le premier partenaire du Maroc, son partenaire de référence et surtout de cœur.

La région a connu ces derniers mois un mouvement que l'on qualifie de «Printemps arabe». Quel regard portez-vous sur le «modèle» marocain avec, en toile de fond, les profondes réformes initiées et actées par S.M. le Roi ?

J'ai beaucoup d'admiration pour l'ensemble des réformes qui ont été engagées depuis plus d'une décennie au Maroc, et notamment pour celles réalisées en 2011. Dans le contexte des Printemps arabes, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a déclaré que le modèle marocain était pour lui une voie à suivre pour les autres pays de la région : ce qui se passe au Maroc montre en effet qu'un pays peut se réformer dans le consensus et dans la stabilité. Le Maroc avance résolument dans la voie du progrès et du développement, à son propre rythme, et il exerce ainsi un véritable leadership en matière de réformes dans la région. Le mérite en revient largement au Souverain, qui a su répondre depuis le début de son règne avec pertinence aux aspirations des Marocains en faveur de la démocratisation, de la modernisation et de la stabilité. Ainsi, au lendemain de la réforme de la Constitution, les élections législatives de novembre ont permis au peuple de s'exprimer démocratiquement et dans la transparence. Il faut souhaiter plein succès au gouvernement

de coalition dirigé par M. Benkirane et le soutenir dans les défis qu'il doit relever. La France est naturellement plus que jamais aux côtés des autorités marocaines pour accompagner le processus de réformes qui a été engagé.

Les relations entre Rabat et Paris ont de tout temps été placées sous le signe de l'excellence. Vous aurez certainement à cœur d'essayer de faire encore plus et mieux. Quel regard portez-vous sur les relations franco-marocaines et quelles sont vos priorités en la matière ?

La relation franco-marocaine est d'une intensité exceptionnelle. Le Maroc est notre meilleur ami hors d'Europe et il constitue pour la France un allié stratégique. Il y a une intimité, une complicité, une dose affective dans la relation franco-marocaine qu'on ne trouve probablement nulle part ailleurs dans les rapports que la France entretient avec ses autres partenaires. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si S.M. le Roi Mohammed VI a été le premier chef d'État étranger à être reçu par le Président de la République à l'Élysée au lendemain de son élection : on ne pouvait avoir selon moi de meilleur symbole pour illustrer la part singulière et privilégiée que le Maroc représente pour la France et dans le cœur des Français ! Et François Hollande a d'ores et déjà annoncé son souhait d'effectuer une visite au Maroc au début de l'année 2013. Même si la France est le premier partenaire économique du Maroc et son premier investisseur étranger, nous devons rester sans cesse mobilisés pour affronter une concurrence de plus en plus forte et répondre au mieux aux attentes d'un Maroc en pleine évolution. Cette situation est très stimulante, car elle exige non seulement de consolider ces liens exceptionnels qui existent entre nos deux pays, mais également de travailler très étroitement avec les autorités marocaines pour voir comment conforter encore davantage le développement économique, social et humain du pays. La série de visites ministérielles intervenues au Maroc depuis l'été (Mme Bricq, ministre du Commerce extérieur ; M. Canfin, ministre délégué chargé du Développement ; M. Valls, ministre de l'Intérieur ; Mme Conway, ministre déléguée chargée des Français de l'étranger) a d'ores et déjà permis de donner de nouvelles impulsions à notre coopération et de témoigner de l'importance accordée par les nouvelles autorités françaises à l'essor des liens entre le Maroc et la France. De nombreuses autres visites sont déjà programmées, dans la perspective de la Rencontre de haut niveau, prévue à la fin de l'année au Maroc, qui constituera le point d'orgue de la relation franco-marocaine en 2012. Elle réunira les Chefs de gouvernement de nos deux pays et plusieurs ministres de chaque côté, et sera l'occasion de définir les grands axes de notre coopération pour les deux années qui viennent. Il s'agit évidemment de ma priorité et de celle de toute l'ambassade dans les prochaines semaines !

Quels sont justement, à votre avis, les domaines clés de coopération pour nos deux pays dans l'année qui vient, notamment sur le plan économique et des échanges ?

Je souhaite que ce séminaire gouvernemental conjoint soit non seulement l'occasion pour la France de réaffirmer son plein engagement aux côtés du Maroc pour conforter son développement, mais aussi une opportunité pour nos deux pays d'échanger nos expériences sur les thématiques centrales que sont pour nos deux sociétés la jeunesse, la formation et la mobilité. Cette Rencontre de haut niveau devra également nous permettre d'identifier des priorités économiques sur lesquelles nous pourrions faire davantage. Je pense par exemple au secteur des énergies renouvelables, pour lequel une plus grande implication des entreprises françaises est souhaitée dans la mise en œuvre du plan solaire marocain, mais aussi à celui de l'agroalimentaire. Ce sont des sujets sur lesquels nous mobiliserons les acteurs économiques français afin de bien préparer cette échéance politique de fin d'année.

Par ailleurs, nous sommes en train d'organiser, en marge de cette rencontre gouvernementale, un Forum économique à Casablanca qui réunira de nombreuses entreprises françaises et marocaines, dans le prolongement de l'exercice très réussi qui a eu lieu fin mars en présence du Chef du gouvernement, M. Benkirane, et qui avait donné lieu à un travail remarquable effectué par les acteurs économiques des deux pays.

Au regard du débat actuel en France, la question des délocalisations ne risque-t-elle pas d'entamer la dynamique de l'investissement français au Maroc ?

Opposer emplois en France et emplois au Maroc serait une erreur. Le gouvernement français se mobilise au maximum pour réduire le chômage en France, mais il ne souhaite pas pour autant que cela se fasse au détriment des emplois existants au Maroc. Mme Bricq a défendu cette vision lors de sa récente visite, en déclarant que le Maroc était une terre de croissance, mais aussi un levier de compétitivité pour les entreprises françaises. Nous sommes aujourd'hui dans un même espace économique, allant de l'Europe au Maghreb, et il est plus pertinent de parler de «co-localisation». Une production française à l'étranger peut ainsi avoir des retombées positives en France en termes d'emplois, de recherche, de balance des paiements. De nombreuses entreprises françaises implantées au Maroc en sont le parfait exemple. Je pense que nous avons aussi tout intérêt à nous adapter à la volonté du Maroc de diversifier ses partenariats et de devenir une plateforme de développement pour l'Afrique tout entière : l'implantation d'entreprises franco-marocaines en Afrique subsaharienne est un processus d'avenir !

Au plan international, le Maroc est aujourd'hui membre du Conseil de sécurité des Nations unies, aux côtés de la France qui y est un membre permanent. Quelles sont les perspectives de coopération entre nos deux pays sur la scène internationale ?

Nos deux pays partagent la même vision d'un monde multipolaire dans lequel les organisations multilatérales, au premier rang desquelles les Nations unies, sont légitimes et pertinentes pour promouvoir la paix et la sécurité internationales. La présence du Maroc au Conseil de sécurité est une grande chance pour continuer à promouvoir la vision commune du monde que nous défendons. Nos délégations respectives à New York travaillent d'ailleurs main dans la main, que ce soit sur la question du Sahara occidental ou sur d'autres dossiers, assurant une coordination quasi quotidienne dans la préparation des travaux du Conseil de sécurité.
Notre proximité de vues sur les grands dossiers de l'actualité internationale est saisissante. Elle nous permet d'agir de concert et de renforcer la portée de nos messages. Sur la Syrie, je tiens à saluer le courage des autorités marocaines, qui ont compté parmi les premières à dénoncer les violences en Syrie et à appeler au départ de Bashar Al-Assad. L'apport du Maroc pour mettre fin à la tragédie du peuple syrien est essentiel, notamment grâce au déploiement souhaité par S.M. le Roi d'un hôpital de campagne en Jordanie, au profit des réfugiés syriens. En acceptant par ailleurs d'accueillir la prochaine réunion du groupe des amis du peuple syrien, les autorités marocaines confirment un engagement sans faille. S'agissant du Mali, le Maroc a également un rôle central à jouer en lien avec les autres membres du Conseil de sécurité, compte tenu de la connaissance fine qu'il a de la région saharo-sahélienne et de la confiance dont il jouit auprès des pays de cette région. Sur le processus de paix israélo-arabe enfin, nous devons continuer à travailler ensemble pour recréer les conditions nécessaires à une relance des négociations, afin de régler un conflit qui n'a que trop duré et qui constitue une entrave malheureuse aux perspectives significatives de coopération qui existent dans l'espace euro-méditerranéen.

Le Maroc et la France sont particulièrement engagés sur le front euro-méditerranéen, et sur l'UpM notamment. Comment pourraient, à votre avis, peser nos deux pays pour donner un nouveau souffle à cette Union ?

Le processus euro-méditerranéen est un projet visionnaire, en faveur duquel les autorités françaises et marocaines partagent le même degré d'engagement. L'UpM a d'ailleurs beaucoup de chance de pouvoir compter à la tête de son secrétariat général un diplomate marocain chevronné et talentueux en la personne de M. Sijilmassi. Notre vision commune d'un espace euro-méditerranéen ouvert et partagé s'est certes heurtée à des difficultés politiques. Notre responsabilité est de persévérer, car il y a trop à gagner à l'approfondissement des liens euro-méditerranéens en termes de développement humain, social et économique pour que nous en restions là. Plutôt que de faire de la résolution de l'ensemble des différends politiques régionaux un préalable, nous devons axer notre travail sur des projets concrets qui sont dans l'intérêt de tous les citoyens du pourtour méditerranéen et de l'Union européenne. La récente conférence d'Ouarzazate sur les défis énergétiques dans l'espace euro-méditerranéen, qui a abouti à l'adoption de recommandations prévoyant une intégration énergétique régionale et la promotion des énergies renouvelables, en est l'exemple parfait. Elle démontre combien la contribution du Maroc à la réussite du rapprochement euro-méditerranéen est essentielle !

Comme vous le savez, le Royaume du Maroc a mis sur la table une proposition d'une autonomie élargie pour résoudre le dossier du Sahara. Une proposition jugée crédible et réaliste par les grandes capitales du monde. Quelle en est votre appréciation ?

Sur le fond, comme vous le savez, la France soutient la recherche d'une solution politique à la question du Sahara occidental, sous l'égide des Nations unies et conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Nous appuyons pleinement le plan d'autonomie marocain, qui est la seule proposition réaliste aujourd'hui sur la table des négociations et qui constitue la base sérieuse et crédible d'une solution dans le cadre des Nations unies. À cet égard, la mise en œuvre prochaine de la régionalisation avancée constitue une occasion à saisir pour renforcer les pouvoirs régionaux, y compris au Sahara, et démontrer que le plan d'autonomie est effectivement une solution pertinente pour répondre aux aspirations de la population sahraouie.

Quel regard portez-vous sur l'affaire des caricatures de «Charlie Hebdo» ? Comprenez-vous que certains Marocains aient pu être choqués par ces dessins ?

Je regrette vivement la publication de ces dessins. Certes, la liberté d'expression est un principe garanti par la Constitution française qui ne saurait être remis en cause, mais je déplore qu'en l'espèce «Charlie Hebdo» ait utilisé cette liberté d'expression de manière excessive et choquante pour les musulmans, dans un contexte déjà rendu sensible par la diffusion quelques jours auparavant d'un film pamphlet à l'encontre de l'Islam. Pour autant, je tiens à saluer l'exemplarité de la réaction des autorités, de la presse et du peuple marocains. Le refus de la violence et de l'amalgame qui a été prôné par l'écrasante majorité des Marocains me semble constituer la meilleure réponse que l'on pouvait imaginer à l'égard de cette provocation. Par ailleurs, si, contrairement à ce qui a été fait dans d'autres pays, nous avons décidé de ne fermer aucune des entreprises françaises au Maroc, c'est que nous

avions toute confiance dans les autorités marocaines pour assurer notre sécurité en toutes circonstances et je tiens à nouveau à les remercier de ce qu'elles ont fait en ce sens.

Sur le plan culturel, Français et Marocains ont non seulement l'Histoire en partage, mais ils partagent aussi des valeurs communes. N'y a-t-il pas, à votre avis, matière à entreprendre afin de continuer à consolider les liens culturels entre nos deux pays ?

Nos deux pays ont une longue histoire commune, et ils ont surtout la chance de pouvoir la regarder ensemble main dans la main. Le rôle de l'ambassade de France au Maroc est d'abord et avant tout de continuer à faire vivre ces liens, notamment dans les domaines culturel, linguistique, éducatif ou encore universitaire. Avec l'Institut français du Maroc, nous disposons d'un outil unique et performant au service des Marocains, qui a pour but de faire vivre la culture et la langue françaises au Maroc. Que ce soit via la quarantaine d'écoles du réseau scolaire français, les milliers d'heures de cours de français dans les Instituts français ou encore les dizaines de manifestations de la saison culturelle France-Maroc (qui mettent aussi bien en scène des artistes français que des artistes marocains), nous essayons de répondre à ce désir de culture et de langue françaises**…** et de continuer ainsi à faire vivre au quotidien l'amitié entre nos deux pays !

Publié le : 15 Octobre 2012 - Entretien réalisé par Abdelhadi Gadi, LE MATIN